

■ Rapport de l'AED :

62 % de la population mondiale vit dans des pays où la liberté de religion est violée

Analyse

Dans son rapport bisannuel dévoilé jeudi 22 juin, l'Aide à l'Église en détresse s'inquiète d'une dégradation, à l'échelle mondiale, du niveau de violence et de répression à l'encontre des communautés religieuses. La pandémie de Covid et le déclenchement de la guerre en Ukraine ont notamment contribué à aggraver la situation.

Malo Tresca

Une « situation d'impunité inédite », alors que « plus de la moitié de la population mondiale vit dans des pays où la liberté religieuse est violée ». C'est l'alarmant constat exposé, jeudi 22 juin, par l'Aide à l'Église en détresse (AED), lors de la présentation de la 16e édition de son rapport bisannuel sur l'état de la liberté religieuse à travers la planète. D'après l'étude de la fondation pontificale, cette liberté se serait même fortement dégradée dans 47 États sur les 196 étudiés entre janvier 2021 et décembre 2022, depuis le précédent rapport de 2021.

Comment expliquer ce nouveau recul, portant à 61 le nombre de pays – dans lesquels vivent plus de 4,9 milliards d'habitants – concernés par ces violations, toutes religions confondues ? « Il s'inscrit dans un contexte général affecté par les conséquences de la pandémie de Covid, la guerre en Ukraine, les tensions internationales et l'augmentation rapide du coût de la vie dans le monde entier », développe le rapport. Autre fait inquiétant, les coupables « sont rarement, voire jamais, poursuivis par la justice dans 36 pays (soit 18 % du panorama, NDLR) », insistait lors d'une conférence de presse Benoît de Blanpré, directeur depuis 2019 de l'AED en France.

■ L'Afrique, continent le plus touché

Violences sexuelles, conversions forcées, kidnappings... Selon le document rédigé par une trentaine d'experts indépendants et coordonné par le siège international de l'association née en 1947, outre 33 États dans lesquels les croyants subissent des discriminations, 28 pays connaîtraient aujourd'hui un fort niveau de « persécution », dont une majorité (13 d'entre eux) en Afrique. En cause, la contagion sur le continent des groupes djihadistes et l'expansion de « califats opportunistes » (en RDC, au Mozambique...), mais aussi plus largement les exactions de groupes armés – djihadistes, militaires, paramilitaires ou criminels... – qui y multiplient sur le terrain les massacres, pillages et enlèvements.

À ce titre, la région du Sahel fait encore l'objet d'une préoccupation particulière. « Des communautés chrétiennes y disparaissent », déplore auprès de *La Croix* Mgr Laurent Dabiré, président de la Conférence des évêques du Burkina-Niger et évêque de Dori, dans le nord-est du Burkina Faso. Autrefois considéré comme un modèle de coexistence

interreligieuse pacifiste, son pays natal est en effet éprouvé, depuis 2015, par une grave crise politique et sécuritaire.

Invité par l'AED à témoigner jeudi 22 juin, le responsable religieux dénonce encore le modus operandi, aujourd'hui, de « groupes terroristes cherchant à diviser la population, en jouant sur les différences ethniques et religieuses, pour propager leur vision d'un islam radical. Ils alimentent un climat de soupçons entre les communautés... »

▪ « Pouvoirs nationalistes en Asie »

En Asie, où les technologies numériques constituent un outil de surveillance accrue (Chine, Ouzbékistan, Bangladesh...), « les pouvoirs nationalistes ethnoreligieux instrumentalisent la religion à des fins politiques par le biais de lois anti-conversion et anti-blasphème opprimant les minorités religieuses », déplore encore la fondation pontificale. « Certains régimes autoritaires représentent toujours une menace majeure (Corée du Nord, Chine...) », insiste Benoît de Blanpré, avant d'évoquer enfin le Nicaragua, où l'Église souffre « d'une oppression exponentielle de la part du gouvernement de Daniel Ortega, depuis qu'elle s'est mise, notamment, à dénoncer les violations des droits de l'homme dans le pays ».

Au milieu de ce sombre tableau, la fondation pontificale relève toutefois quelques améliorations, concernant neuf pays. Au premier chef desquels l'île de Madagascar – repassée cette année dans le giron des pays classés « en observation » –, les autorités locales ayant réussi à y endiguer l'expansion islamiste qui menaçait depuis le Mozambique voisin.

« Pour terminer, ne fermons pas les yeux sur la persécution religieuse », a conclu Benoît de Blanpré, tandis que l'association entend inlassablement continuer à « rappeler l'importance capitale » du respect de la liberté religieuse dans le monde, à « exhorter les pouvoirs publics et les citoyens » à rester alertes devant ces injustices, et à « informer et aider concrètement », sur le terrain, les victimes qui en font les frais.



- **Mgr Laurent Dabiré :**

« Au Sahel, des communautés chrétiennes disparaissent »

Entretien

Mgr Laurent Dabiré, président de la Conférence des évêques du Burkina-Niger (1), doit intervenir ce jeudi 22 juin lors de la présentation du rapport annuel de l'association Aide à l'Église en détresse (AED) sur l'état de la liberté religieuse dans le monde. Auprès de La Croix, il revient sur la situation des chrétiens au Sahel, région durement éprouvée par la montée du terrorisme islamiste.

Recueilli par Malo Tresca

La Croix : Quelle est, aujourd'hui, la situation politique et sécuritaire du Burkina Faso ?

Mgr Laurent Dabiré : Le Burkina Faso connaît une crise sécuritaire et humanitaire très préoccupante, qui a entraîné une instabilité politique, avec deux coups d'État, ces dernières années. Les groupes terroristes armés (Al-Qaïda, Daech, ou d'autres groupes de soutien islamistes locaux qui leur prêtent allégeance...) continuent d'être très actifs dans la région du Sahel. Les autorités estiment qu'ils contrôleraient environ 40 % du territoire national, mais cela peut être plus.

Leur présence depuis 2015 et la recrudescence de leurs attaques ont des conséquences dramatiques sur la vie des populations civiles, en particulier dans les régions plus isolées, où elles manquent d'eau, de nourriture, de vêtements, d'électricité, au sein de familles qui peinent encore à envoyer les enfants à l'école... La crise a aussi fait de très nombreux déplacés.

Quels sont les impacts de la montée du terrorisme islamique sur la vie des communautés chrétiennes au Sahel ?

Mgr L. D. : Aujourd'hui, les musulmans sont majoritaires (60 % de la population), devant les catholiques (près de 20 %), puis les adeptes des religions traditionnelles et les protestants. Les chrétiens restent estimés, malgré tout, dans la société burkinabée, en raison de leur histoire et de leur mise au service des populations civiles. L'Église tient ainsi de nombreux établissements scolaires et de santé... Et les chrétiens sont, enfin, très présents dans l'élite dirigeante.

Je n'irais ainsi pas aujourd'hui jusqu'à parler de phénomène de « persécution » visant les chrétiens, mais il y a eu une situation telle que l'Église est en difficulté, et que des communautés chrétiennes ont disparu – ou se trouvent en passe de disparaître. Alors que notre pays était très réputé auparavant pour sa tradition de dialogue et de cohabitation interreligieuse pacifiste, ces groupes terroristes cherchent notamment à diviser la population, en jouant sur les différences ethniques et religieuses, pour propager partout

leur vision d'un islam radical. Ils alimentent ainsi un climat de soupçons entre les communautés.

Plusieurs prêtres ont été kidnappés par des terroristes dans la région ces dernières années... Comment les évêques cherchent-ils aujourd'hui à protéger le clergé ?

Mgr L. D. : Cela est arrivé dans mon diocèse, à Dori, dans le nord-ouest du Burkina Faso avec le père Joël Yougbaré (*porté disparu depuis 2019, NDLR*). Par trois fois, j'ai aussi insisté auprès d'équipes de prêtres ou de communautés religieuses pour qu'elles quittent leur lieu de mission car la situation devenait trop dangereuse. Et dès le lendemain, les terroristes étaient là... Cela s'est passé in extremis !

Plus largement, notre souci de protection, comme évêques, se fonde sur une analyse de la situation sécuritaire, en particulier dans les régions déstabilisées, ou dans celles où les communautés chrétiennes ont été dispersées... Cela concerne surtout les campagnes.

Autre facteur pris en compte : l'état psychologique du religieux en question. Si nous sentons que celui-ci ne parvient pas à dominer sa peur, nous pouvons décider de le faire rapatrier vers le chef-lieu du diocèse, plus sûr, voire dans un autre diocèse.

Quelles peuvent être encore les armes de l'Église pour lutter contre ce fléau ?

Mgr L. D. : Nous pouvons déjà porter une parole d'espérance. Les grosses épreuves que nous traversons appellent, à mon sens, un supplément de foi. Depuis les débuts de son histoire jusqu'à aujourd'hui, l'Église a connu de nombreuses périodes difficiles, qu'elle a pu dépasser grâce à ceux qui lui sont restés fidèles... La première arme, c'est donc la foi et la prière.

Nous devons par ailleurs continuer à encourager des initiatives interreligieuses sur le terrain : il y a du dialogue entre les différents responsables religieux (prêtres, imams...) au niveau local, au niveau institutionnel et même au niveau des autorités nationales. La connaissance de l'autre nous permettra de faire tomber les préjugés.

Enfin, nous devons avoir à cœur de préserver la communion de notre Église, alors que les tensions que nous connaissons ont pu faire apparaître des difficultés internes sur le plan ecclésial.

(1) Et évêque depuis 2013 de Dori.